

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPCE Financement

SA au capital de 73 801 950 d'euros
Siège Social : 7 promenade Germaine Sablon – 75013 PARIS
439 869 587 RCS PARIS

Comptes individuels annuels au 31 décembre 2024.

I. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	3.1	212 245	166 068
Intérêts et charges assimilées	3.1	-73 537	-53 975
Revenus des titres à revenu variable	3.2	4 278	7 957
Commissions (produits)	3.3	64 890	59 921
Commissions (charges)	3.3	-4 821	-1 735
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	3.4	186 886	204 604
Autres charges d'exploitation bancaire	3.4	-78 304	-85 950
Produit net bancaire		311 637	296 890
Charges générales d'exploitation	3.5	-133 686	-131 510
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-9 462	-8 912
Résultat brut d'exploitation		168 489	156 468
Coût du risque	3.6	-45 894	-29 477
Résultat d'exploitation		122 595	126 991
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.7		
Résultat courant avant impôt		122 595	126 991
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	3.8	-30 627	-32 057
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		91 968	94 934

II. — Bilan et hors bilan.
(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, banques centrales	4.1	9	9
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	4.1	763 212	757 513
Opérations avec la clientèle	4.2	1 568 189	1 363 003
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.4	128 451	172 880
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées	4.5	118 642	118 641
Immobilisations incorporelles	4.6	49 390	49 446
Immobilisations corporelles	4.6	411	529
Autres actifs	4.7	17 030	17 754
Comptes de régularisation	4.8	43 899	55 367
Total de l'actif		2 689 233	2 535 142

Hors bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés :			
Engagements de financement	5.1	11 260 228	11 337 057
Engagements de garantie	5.1	550 000	550 000
Engagements sur titres			

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	4.1	2 169 315	2 051 127
Opérations avec la clientèle	4.2	5 830	5 160
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	4.7	242 151	216 675
Comptes de régularisation	4.8	61 675	52 617
Provisions	4.9	6 723	3 083
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	4.10	203 539	206 480
Capital souscrit		73 802	73 802
Primes d'émission		30 356	30 356
Réserves		7 380	7 380
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		33	7
Résultat de l'exercice (+/-)		91 968	94 934
Total du passif		2 689 233	2 535 142

Hors bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus :			
Engagements de financement	5.1	570 000	630 000
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			

III. — Notes annexes aux comptes individuels.

Note1.– Cadre général

1.1. Cadre juridique et financier

BPCE Financement est détenue au 31 décembre 2024 à 100% par BPCE SA.

1.2. Événements significatifs

Le leadership du groupe BPCE en termes de volume de crédits à la consommation est confirmé pour la 4e année consécutive, notamment du fait des crédits renouvelables portés par BPCE Financement

- A fin 2024, les encours de crédit de crédits renouvelables poursuivent leur croissance de +15,1% à 1,5 Md€.

Le PNB s'affiche à 311,6 M€, en augmentation de + 14,7 M€ par rapport à l'exercice 2023 (+ 5,0%)

- Suite à la baisse des taux initiée par la BCE depuis le mois de juin 2024, les taux de refinancement sont en baisse alors que l'usure poursuit sa croissance sur le crédit à la consommation. Il en résulte une augmentation des marges à la production. Les résultats à fin 2024 restent portés par la dynamique commerciale du C crédit Renouvelable et la hausse de la tarification, alors que le Prêt Personnel est impacté par un effet de quote part négatif en lien avec la mise en place des nouvelles grilles de partage de valeur rétroactif à compter du 1er janvier 2024.
- La marge financière est en forte hausse de +26,6 M€, marquée par des encours et une tarification en hausse alors que les taux de refinancement sont orientés à la baisse depuis la fin du 1er semestre 2024.
- Les produits accessoires suivent la progression de l'encours mais sont impactés par une provision d'anticipation de revue des ratios prime sur sinistre de -3,8 M€.

Le coût du risque s'élève à - 45,9 M€, en hausse de -16,4 M€, du fait de l'effet conjugué de la croissance des encours, la mise à jour de l'étude sur le douteux / défaut S3 et la montée des impayés.

Les charges générales d'exploitation sont globalement maîtrisées avec un coefficient d'exploitation en amélioration de 47,3% en 2023 à 45,9% en 2024.

In fine, le résultat net comptable s'établit à 91,9 M€, en diminution de - 2,9 M€ par rapport à l'exercice précédent (- 3,1%).

1.3. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture mérite d'être souligné.

Note 2. — Principes et méthodes comptables.

2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de BPCE Financement ont été établis conformément aux règles définies par BPCE SA et dans le respect des dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au plan comptable général.

La société BPCE Financement clôture son exercice social le 31 décembre.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.1.1. Immobilisations incorporelles

Elles figurent au bilan pour leur valeur historique.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif, quand ce dernier correspond à l'amortissement économique en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

- Aménagements : 10 ans en linéaire, sauf les éléments de signalétique sur 5 ans,
- Mobiliers : 10 ans en linéaire,
- Matériels informatiques : 3 ans en dégressif,
- Logiciels acquis : 3 ans en linéaire économique, avec application de la règle fiscale d'amortissement sur un an par le biais du dérogatoire,
- Logiciels spécifiques : 3 ans ou 5 ans en linéaire selon la durée probable d'utilisation.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels en application des dispositions fiscales est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les immobilisations incorporelles produites par BPCE Financement sont évaluées à leur coût de production, en distinguant les logiciels acquis des développements de logiciels spécifiques. Les développements informatiques ainsi immobilisés sont valorisés au coût de production qui comprend toutes les dépenses externes et les frais de personnel pouvant leur être directement attribués et qui sont nécessaires à la création, la production et la préparation des outils sous-jacents, dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation, afin qu'ils soient en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue.

2.1.2. Portefeuille de titres

Parts dans les entreprises liées :

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêt ou de leur coût d'acquisition. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation.

- BPCE Financement est détenteur de 50% du capital de la SAS United Partnership pour un montant de 5 K€. Cette filiale est destinée à gérer le système de gestion des crédits, en partenariat avec BNPP PF.
- Pour mémoire, fin janvier 2022, BPCE Financement a acquis 100% du capital de la SA Banco Primus domicilié au Portugal pour un montant de 118,6 M€. Au 31/12/2024, BPCE Financement a adopté une nouvelle méthode d'évaluation des titres Banco Primus, basée sur la distribution de dividendes actualisés. Cette approche est plus cohérente avec l'activité de l'entreprise et harmonise les méthodes utilisées au sein du groupe. La nouvelle méthode fait apparaître une valeur actualisée supérieure à leur valeur comptable (118,6 M€) ; cette situation de plus-value latente justifie l'absence de comptabilisation d'une dépréciation dans les comptes de BPCE Financement au titre de l'exercice clos au 31/12/2024.

Titres de placement :

BPCE Financement détient uniquement des titres de placement souscrits dans le cadre de l'opération de titrisation de créances de crédits renouvelables.

Ils sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition, coupons courus exclus, et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement.

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur valeur comptable ou de leur prix de marché. Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation dont le calcul prend en compte les gains provenant des éventuelles opérations de couvertures affectées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les revenus, corrections de valeur et résultats de cession des portefeuilles-titres sont comptabilisés de la manière suivante :

les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement ou lorsque leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'assemblée générale,

les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus,

les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon leur portefeuille d'appartenance :

- en produit net bancaire pour les titres de placement,
- en coût du risque pour les titres à revenus fixes classés en portefeuille de placement, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie,
- en gains ou pertes sur actifs immobilisés pour les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

2.1.3. Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.1.4. Comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers la clientèle correspondent aux sommes trop perçues de la clientèle.

2.1.5. Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, nette des dépréciations constituées pour les risques de crédit et des décotes sur dossiers restructurés ou présentant un report.

Ils comprennent également les en cours douteux et contentieux.

Conformément au règlement CRC 2002.03 modifié par les règlements CRC 2005.03 et 2007.06, les crédits à la clientèle sont constitués des catégories suivantes :

- Les encours sains.
- Les encours restructurés pour des clients ayant déposé un dossier de surendettement auprès de la Banque de France, dont le plan est à jour et qui constituent une sous-catégorie de l'encours sain.
- Les créances douteuses : créances pour lesquelles une échéance au moins est impayée depuis plus de trois mois. Les encours surendettés sont classés en créances douteuses dès leur premier impayé ou pendant la phase de recevabilité.
- Les créances douteuses compromises : créances présentant un caractère irrécouvrable confirmé ; elles intègrent notamment les créances impayées depuis plus d'un an et les créances ayant fait l'objet d'une déchéance du terme et enregistrées en encours contentieux.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Les créances restructurées pour cause de surendettement dont les plans sont à jour figurent parmi les créances saines. En application du règlement CRC 2002-03, le portefeuille de créances restructurées dont les plans sont à jour donne néanmoins lieu au calcul d'une décote d'intérêt résultant du différentiel entre le taux d'intérêt d'origine du client et le taux de la restructuration. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Lors de la reprise, elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Les dépréciations pour pertes probables couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles sur l'ensemble du portefeuille de créances, y compris sur les encours sensibles (encours présentant un ou deux impayés qui ne sont pas déclassés en douteux). Le risque est apprécié selon une méthode de provisionnement statistique, basée sur l'observation du comportement des clients au contentieux sur les 10 dernières années. Le taux de perte future est calculé en fonction de l'actualisation des flux futurs d'encaissements.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire, y compris pour les créances contentieuses (intérêts de droit et indemnités légales contentieuses) en application du règlement du CRC n° 2002-03 modifié.

Les principes du CRC 2009-03 s'appliquent chez BPCE Financement, mais sont sans effet.

2.1.6. Sociétés en participation

Les produits gérés dans le cadre de Société en Participation (SEP) génèrent des encours qui peuvent être portés, selon les cas, soit directement au bilan de BPCE Financement, soit au bilan d'un autre associé de la SEP ayant le statut d'établissement financier.

Lorsque BPCE Financement porte les encours et les inscrit à l'actif de son bilan, BPCE Financement enregistre à son compte de résultat :

- la totalité des produits et des charges relatifs aux opérations de crédit, faites dans le cadre de sociétés en participation, par nature dans les différentes rubriques du compte de résultat,
- la quote-part des résultats revenant aux autres associés en moins de son Produit Net Bancaire.

Cette présentation, dont l'objectif est de refléter au compte de résultat les produits et les charges des opérations inscrites au bilan, n'est pas retenue pour les opérations en participation pour lesquelles les encours ne sont pas portés par BPCE Financement.

Dans ce cas, seules les quotes-parts de résultat net revenant à BPCE Financement sont inscrites en « Autres produits et charges d'exploitation bancaire ».

2.1.7. Avantages sociaux

Les engagements sociaux sont globalement couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance.

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi (indemnités de départ en retraite) et à long terme (primes pour médailles du travail) sont calculés et comptabilisés, depuis le 1er janvier 2005, en appliquant les règles de la Recommandation n° 2003-R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

Selon ces règles, les engagements sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte de l'âge, de l'ancienneté et de la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage. Le calcul tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements. Il opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetés).

Les droits à indemnité de départ à la retraite acquis par le personnel sont provisionnés dans le bilan.

Les engagements de retraite font l'objet d'une évaluation actuarielle, selon la méthode rétrospective, tenant compte de l'estimation des droits conventionnels acquis par le personnel à la clôture de l'exercice.

2.1.8. Instruments financiers à terme

Dans le cadre du contrat de prêt avec BPCE SA, BPCE Financement a renouvelé, en 2023, un SWAP de taux auprès de Natixis pour un montant de 550.000 K€.

Les principes comptables appliqués sont les suivants :

- Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert.
- Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion globale du risque de taux de BPCE Financement sont inscrits prorata temporis. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.
- Le traitement comptable des positions spéculatives est identique pour les intérêts. Par ailleurs, les moins-values latentes constatées en date d'arrêté par rapport à la valeur de marché des contrats, sont enregistrées en résultat par voie de provision.
- La dernière catégorie fait l'objet d'une évaluation instrument par instrument à la valeur de marché. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat. L'évaluation est corrigée des risques de contrepartie, du coût de financement des positions et de la valeur actualisée des charges de gestion futures afférentes aux contrats.

2.1.9. Provisions pour risques et charges

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Ce montant est actualisé dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions au passif autres que celles relatives aux engagements sociaux (indemnité de départ en retraite et prime liée à l'octroi de la médaille du travail) concernent principalement les provisions pour litiges, amendes, pénalités et autres risques divers.

2.1.10. Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit.

2.1.11. Impôts sur les sociétés

BPCE Financement bénéficie du taux d'IS à 25 % sur son résultat fiscal.

S'y ajoute une Contribution Sociale sur les Bénéfices égale à 3,3 % assise sur l'impôt sur les sociétés (après application d'un abattement de 763 K€) instaurée en 2000.

Note 3. — Informations sur le compte de résultat.

3.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	38 306	-73 537	32 141	-53 975
Opérations avec la clientèle	168 223		126 588	
Opérations sur le FCT	5 716		7 339	
Total	212 245	-73 537	166 068	-53 975

Les produits sur opérations avec les établissements de crédits pour 38.306 K€ comprennent les intérêts reçus sur les comptes ordinaires et sur le prêt réalisé par BPCE Financement vis-à-vis de BPCE SA.

Les produits sur opérations avec la clientèle comprennent des agios créditeurs perçus sur les crédits renouvelables octroyés pour 168.223 K€.

Les charges sur opérations avec les établissements de crédits pour 73.537 K€ comprennent les éléments suivants :

- intérêts payés par BPCE Financement sur les comptes ouverts auprès de Natixis pour 4.462 K€;
- intérêts payés par BPCE Financement sur les emprunts contractés auprès de BPCE pour 68.327 K€;
- charges financières diverses dues à BPCE SA sur les différents services (engagements de financement) pour 748 K€ ;

3.2. Revenus des titres à revenu variable

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes reçus de BANCO PRIMUS depuis l'acquisition en janvier 2022.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées	4 278	7 957
Total	4 278	7 957

3.3. Commissions

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Ventes de produits d'assurance	55 820	-3 800	51 987	
Opérations sur titres	4 239		4 528	
Instruments de taux (SWAP)		-409		-1 150
Opérations avec la clientèle	3 770		2 398	
Commissions apporteurs	416		451	
Moyens de paiement	612		527	-3
Autres commissions	33	-612	30	-582
Total	64 890	-4 821	59 921	-1 735

Les commissions perçues sur moyens de paiement correspondent aux cotisations cartes bancaires et aux commissions et frais monétiques interbancaires liés au traitement des transactions par carte bancaire (perçues ou versées).

Les crédits renouvelables sont, pour la plupart, assortis d'assurance. BPCE Financement perçoit à ce titre des commissions sur les primes d'assurance collectées pour le compte des assureurs.

Les frais de tenue de comptes bancaires constituent les autres commissions versées.

Dans le cadre de l'opération de titrisation, BPCE Financement perçoit et verse des commissions en lien avec le SWAP contracté auprès de Natixis. BPCE Financement perçoit également des commissions de gestion des encours titrisés et a versé une commission de placement des titres émis lors de cette opération.

3.4. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Quote-part d'opérations faites en commun	116 195	-78 259	130 325	-84 833
Produits d'intérêts sur opérations de titrisation du CR (Excess Spread)	59 056		65 473	
Autres charges d'exploitation bancaire		-45		-1 117
Autres produits d'exploitation bancaire	11 635		8 806	
Total	186 886	-78 304	204 604	-85 950

Les quotes-parts réalisées sur opérations faites en commun correspondent, en produits à la quote-part de résultat revenant à BPCE Financement.

Les produits d'intérêts sur l'opération de titrisation du Crédit Renouvelable correspondent à l'Excess Spread perçu par BPCE Financement en provenance du Fond Commun de Titrisation pour 59.056 K€.

Les quotes-parts réalisées sur opérations faites en commun correspondent, en charges à la quote-part de résultat versée par BPCE Financement, en qualité de gérante auprès des réseaux Caisses d'épargne et Banques Populaires.

Dans les "Autres produits d'exploitation bancaire" figurent notamment :

La production immobilisée d'un montant de 9.307 K€ comprend les principaux projets informatiques suivants :

dont Nouvelles activités (Crédit affecté, IZIVENTE,...) :	5.941 K€
dont Projet de refonte de l'accueil téléphonique R2D2 :	1.146 K€
dont Projet SEPA BOX :	989 K€
dont Ambition DATA :	679 K€
dont Reprise de United :	353 K€
dont Projet DEEP PURPLE :	199 K€

La refacturation auprès des entités du Groupe d'un montant de 1.237 K€ concerne la titrisation.

Des refacturations diverses d'un montant de 558 K€ la refacturation de personnel auprès de BPCE SA pour le projet PRINCE.

3.5. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	-24 939	-25 427
Autres charges sociales et fiscales	-13 197	-12 986
Participation et Intéressement	-6 029	-5 621
Charges de retraite	-4 000	-3 933
Total des frais de personnel	-48 165	-47 967
Impôts et taxes	-1 579	-1 369
Services extérieurs et autres frais administratifs	-84 577	-82 363
Charges refacturées	475	364
Dot./Reprise aux provisions pour risques et charges	160	-175
Total des autres charges d'exploitation	-85 521	-83 543
Total	-133 686	-131 510

L'effectif moyen du personnel en activité ventilé par catégories professionnelles est le suivant :

Au 31/12/2024 :

- Employés	358
- Encadrement	<u>222</u>
580	

En 2024, 20 K€ de jetons de présence ont été distribués, au titre de l'année 2023 aux membres du Conseil d'Administration.

Les honoraires des commissaires aux comptes d'un montant de 241 K€ HT, se répartissent ainsi :

- Cabinet Mazars :
 - Certification des comptes : 80 K€ HT
 - Autres honoraires : 69 K€ HT
- Cabinet Deloitte :
 - Certification des comptes : 80 K€ HT
 - Autres honoraires : 22 K€ HT

3.6. Coût du risque

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations aux dépréciations et décotes	-55 764	-41 329
Reprise de dépréciations	32 974	48 371
Pertes sur créances irrécupérables	-24 283	-39 358
Récupération sur créances amorties	1 179	2 839
Total	-45 894	-29 477

Les dotations aux dépréciations pour créances douteuses et contentieuses s'élèvent à – 55.764 K€, dont une dotation relative aux décotes s'élève à – 926 K€. Ces dépréciations et décotes ont été évaluées selon les principes du CRC 2002-03 modifié, avec actualisation des flux futurs d'encaissement, au taux moyen d'origine des dossiers. Cette méthode de provisionnement statistique pratiquée par BPCE Financement depuis l'origine, repose sur des études de risques et de recouvrement régulièrement mises à jour.

La variation des créances irrécouvrables inclut une somme de 3.151 K€ en raison notamment du reclassement en 2024 des coûts de recouvrement sur des dossiers contentieux du poste « Charges générales d'exploitation » vers le poste « Coût du risque de crédit ».

3.7. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dotations						
Reprises						
Mise au rebut						
Total						

3.8. Impôt sur les bénéfices

Détail des impôts sur le résultat 2024

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		
Bases imposables aux taux de	25 %	19 %	15 %
Au titre du résultat courant	119 646		
Imputation des déficits			
Bases imposables	119 646		
Impôt correspondant : Base imposable au taux de 25 %	29 912		
+ Contributions 3,3 % (Base = IS -abattement de 763 000 €)	962		
+ Réduction d'impôt	-31		
+ Régularisation charge IS N-1	-216		
Impôt comptabilisé	30 627		
Total	30 627		

Au 31 décembre 2024, l'impôt sur les sociétés et la contribution sociale sur les bénéfices s'élèvent à 30 627 K€.

Note 4. — Informations sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

4.1. Opérations interbancaires

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse, banques centrales	9		9	
Créances et dettes sur les établissements de crédits	763 212	2 169 315	757 513	2 051 127
A vue	212 946	91 829	207 169	121 309
A terme	550 266	2 077 486	550 344	1 929 818
Total	763 221	2 169 315	757 522	2 051 127

Les créances sur les Etablissements de Crédits sont constituées :

- des placements à vue auprès de BPCE, la Bred et la Banque Postale,
- d'un prêt de 550.000 K€ accordé par BPCE Financement à BPCE SA dans le cadre de l'opération de titrisation,
- de créances rattachées s'élevant à 266 K€.

Les dettes à terme envers les établissements de crédit, sont constituées :

- des emprunts contractés auprès de BPCE pour 2,05 Mds d'euros.
- des dettes rattachées s'élevant à 28.495 K€,
- des comptes à vue auprès de Natixis pour 91.828 K€.

4.2. Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Opérations avec la clientèle				
Crédits de trésorerie	1 568 189		1 363 003	
<i>Dont créances rattachées</i>	15 411		12 711	
<i>Dont créances douteuses et contentieuses</i>	161 125		126 975	
<i>Dont dépréciations pour pertes probables</i>	-110 957		-87 044	
Autres dettes envers la clientèle		5 829		5 160
<i>A vue</i>		5 829		5 160
Total	1 568 189	5 829	1 363 003	5 160

Les crédits de trésorerie sont constitués essentiellement :

- des encours de crédit sains (capital prêté et solde client débiteur) pour 1.509.650 K€, diminués de la décote sur les dossiers restructurés ou présentant un report (7.064 K€),
- des ACNE pour 15.411 K€ calculés sur ces encours clients qui constituent les créances rattachées.

Les créances douteuses et contentieuses brutes s'élèvent respectivement à 95.176 K€ et 65.949 K€, soit un total de 161.125 K€.

Les dettes à vue vis-à-vis de la clientèle correspondent aux soldes créditeurs de certains clients.

Répartition des encours de crédit

- **Créances saines et créances douteuses au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Créances saines	Créances douteuses et contentieuses	Créances saines	Créances douteuses et contentieuses
Créances sur les établissements de crédit	763 212		757 513	
Créances sur la clientèle - Particuliers (*)				
Brutes	1 522 950	156 196	1 326 956	123 091
Dépréciations	-28 273	-82 684	-24 618	-62 426
(*) Il s'agit de crédit renouvelable (produit dit « Full Crédit » et produit « Débit/Crédit »), les créances restructurées sont considérées comme des « crédits amortissables ».				

- **Créances restructurées**

Les créances restructurées représentent :

- un montant brut de 56.102 K€, dans l'encours sain,
- un montant de 92.647 K€, dans l'encours douteux et contentieux.

La décote sur encours restructurés ou présentant un report, telle qu'elle est prévue à l'art.6 du Règlement n° 2002-03 du CRC, est égale au montant actualisé de l'écart d'intérêt futur de ces crédits restructurés ou ayant bénéficié d'un report. Cette décote s'élève à 7.064 K€.

4.3. Durée résiduelle des emplois et ressources

(En milliers d'euros)	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 2024
Créances sur les établissements de crédit	213 212			550 000		763 212
Opérations avec la clientèle	71 268	89 937	344 755	975 916	86 313	1 568 189
Obligations et autres titres à revenu fixe	71			128 380		128 451
Total des emplois	284 551	89 937	344 755	1 654 296	86 313	2 459 852
Dettes envers les établissements de crédit	436 490	230 000	874 000	576 825	52 000	2 169 315
Opérations avec la clientèle	5 829					5 829
Total des ressources	442 319	230 000	874 000	576 825	52 000	2 175 144

Les emplois et ressources à vue et à terme sont présentés selon la durée restant à courir. Sont comprises les créances et dettes rattachées, les créances douteuses, contentieuses, les dépréciations et décotes, les autres titres.

4.4. Obligations et autres titres à revenu fixe*Portefeuille titres*

Dans le cadre de la titrisation des créances du Crédit Renouvelable, les parts détenues par BPCE Financement représentent :

- Parts Class C 2020-1 : 75.200 K€,
- Parts Class S Notes: 53.180 K€.

Les créances rattachées à ces titres de placement s'élèvent à 71 K€.

4.5. Parts dans les entreprises liées*Tableau des filiales et participations au 31/12/2024*

Les montants sont exprimés en euros.

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par la société	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication											
1. Filiales (détenues à + de 50%)											
Banco primus	99 000 000	18 320 675	100	118 636 000	118 636 000	Néant	Néant	21 793 315	5 624 595	4 278 425	Néant
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
United partnership	10 000	Néant	49,9	4 990	4 990	Néant	Néant	8 920 071	Néant	Néant	Néant
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication											

(*) Rappel du § 2.1.2 Principes et méthodes comptables : au 31/12/2024, la méthode de valorisation des actions Banco Primus fondée sur la distribution de dividendes actualisés fait apparaître une valeur actualisée supérieure à leur valeur comptable (118,6 M€) ; cette situation de plus-value latente justifie l'absence de comptabilisation d'une dépréciation dans les comptes de BPCE Financement au titre de l'exercice clos au 31/12/2024.

4.6. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, à l'exception du matériel informatique, amorti selon le mode dégressif sur une durée de trois ans.

La licence UNITED (outil de gestion des Crédits à la consommation) est amortie sur 10 ans.

Les licences immobilisées depuis le 1er janvier 2017 ne peuvent plus faire l'objet d'amortissement dérogatoire.

Les durées d'amortissements des immobilisations (hors UNITED) sont les suivantes :

- Licences sur logiciel standard : 3 ans
- Développements informatiques : 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans

4.6.1. Variations ayant affecté les postes d'immobilisations

Valeur brute

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Incorporelles	184 879	52		4 229	189 160
Incorporelles – droit au bail	21 375	0			21 375
Incorporelles en cours	7 353	9 216		-4 229	12 340
Corporelles	3 348	20			3 368
Corporelles en cours	228				228
Total	217 184	9 288			226 472

Amortissements

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Incorporelles	-164 161	-9 324			-173 485
Corporelles	-3 048	-138			-3 186
Total	-167 209	-9 462			-176 671

Valeur nette

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2024
Incorporelles (1)	20 718	15 675
Incorporelles – droit au bail	21 375	21 375
Incorporelles en cours	7 353	12 340
Corporelles (2)	301	183
Corporelles en cours	228	228
Total	49 975	49 801

(1) Les immobilisations incorporelles au 31 décembre 2024 concernent (valeur nette en milliers d'Euros) :

- La licence de l'outil de gestion UNITED : 724 K€
- Les développements informatiques en lien avec l'activité du Crédit à la consommation : 14.950 K€

(2) Les immobilisations corporelles au 31 décembre 2024 concernent (valeur nette en milliers d'Euros) :

- Les agencements, équipements téléphoniques et autres matériels : 62 K€
- Le mobilier et le matériel de bureau : 121 K€

4.6.2. Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements des immobilisations s'élèvent à 176.671 K€ au 31 décembre 2024, contre 167.209 K€ au 31 décembre 2023.

Au cours de l'exercice 2024, une dotation aux amortissements inscrite en résultat, a été constatée pour un montant global de 9.462 K€, comprenant 9.324 K€ de logiciels et 138 K€ d'autres immobilisations corporelles.

4.7. Autres actifs et autres passifs

4.7.1. Autres actifs

(En milliers d'euros)	31-12-2024	31-12-2023
Sommes à recevoir des réseaux		
Réserve générale	6 875	6 875
United partnership (acomptes)	4 630	5 442
Gie neuilly contentieux	2 706	2 676
Acomptes sur la CVAE	599	747
Etat – Impôt sur les bénéfices		
Sommes à recevoir des assureurs	72	38
Autres actifs	2 148	1 976
Total	17 030	17 754

4.7.2 Autres Passifs

(En milliers d'euros)	31-12-2024	31-12-2023
Dettes envers les réseaux	207 611	175 144
Dettes envers les assureurs	9 518	8 455
Etat – Impôt sur les bénéfices	4 591	2 210
Dettes vis-à-vis des fournisseurs	347	858
Dettes sociales et envers l'Etat	2 000	1 417
Acomptes de quotes-parts de résultat	7 609	8 065
Autres passifs	10 475	20 526
Total	242 151	216 675

4.8. Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges et produits constatés d'avance	837		730	
Produits à recevoir/Charges à payer	12 181	51 761	13 737	49 758
Sommes à recevoir des réseaux/Dettes envers les réseaux	15 919	2 969	15 857	2 828
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	56			22
Valeurs à l'encaissement	27	6 945	6 793	9
Autres (excess spread)	14 879		18 250	
Total	43 899	61 675	55 367	52 617

Le montant de l'Excess Spread de la période de décembre 2024 pour une valeur de 14.879 K€, est déterminé selon la note normative sur les modalités d'enregistrement d'un produit à recevoir d'Excess Spread sur l'opération de titrisation PuMaCC.

Les charges à payer d'exploitation représentent les prestations informatiques au titre de l'exercice 2024 (14.170 K€), et aux rémunérations (charges sociales incluses) pour 20.274 K€.

4.9. Provisions

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour risques et charges	466	3 970	-395	4 041
Provisions pour engagements sociaux	2 617	333	-268	2 683
Dont indemnité de départ en retraite	1 130	165	-33	1 262
Dont médaille du travail	1 487	168	-235	1 421
Total	3 083	4 303	-663	6 724

S'agissant des droits à congés payés, et faisant suite à l'arrêt de la Cour de cassation 13 septembre 2023, il est à noter que l'article 37 de la loi du 22 avril 2024 définit désormais les modalités d'adaptation du Code du travail français avec le droit européen. Ces amendements concernent notamment la période de référence à retenir, les possibilités de report des droits à congés payés, la période de rétroactivité applicable à ces dispositions, et enfin le nombre de jours de congés auxquels le salarié a droit en cas d'accident ou maladie d'origine professionnelle ou non professionnelle. Le Groupe BPCE a provisionné l'impact correspondant dans ses comptes au 31 décembre 2024.

La réforme des retraites en France (Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 et décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023) a été prise en compte pour l'évaluation de la dette actuarielle au 31 décembre 2024. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime comptabilisé en coût des services passés.

Concernant les engagements sociaux, les hypothèses de calcul retenues par BPCE Financement sont les suivantes :

Valeur au 31/12/2024	
Taux d'actualisation	
Médailles	3,26%
Ifc	3,40%
Table de mortalité du Groupe BPCE Insee	TGF05 et TGH05

Age de départ à la retraite

Génération	Jusqu'au 31/08/1961	01/09/1961 au 31/12/1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	A Partir de 1968
Age minimum de départ en retraite	62 ans	62 ans et 3 mois	62 ans et 6 mois	62 ans et 9 mois	63 ans	63 ans et 3 mois	63 ans et 6 mois	63 ans et 9 mois	64 ans

L'âge d'atteinte du taux plein sans décote quelle que soit la durée de cotisation est le suivant :

Génération	Jusqu'au 31/06/1951	01/07/1951 au 31/12/1951	1952	1953	1954	A Partir de 1955
Age taux plein sans décote	65 ans et 6 mois	65 ans et 10 mois	66 ans et 3 mois	66 ans et 8 mois	67 ans	67 ans

Taux de revalorisation des salaires :

	Cadres	Non cadres
Jusqu'à 34 ans	1.36%	1.36%
35-44	0.42%	0.42%
45-54	0.00%	0.00%
55-59	0.00%	0.00%
A partir de 60 ans	0.00%	0.00%

Taux de Turnover

	Cadres	Non cadres
Jusqu'à 34 ans	6.80%	6.80%
35-44	3.92%	3.92%
45-54	1.98%	1.98%
55-59	0.00%	0.00%
A partir de 60 ans	0.00%	0.00%

Ces hypothèses ont été mises en œuvre dans le cadre des principes décrits précédemment (cf. au paragraphe 2.1.7).

4.10. Capitaux propres

(En milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission	Réserves légale	Provisions réglementées	Report à nouveau	Autres réserves	Résultat	Totaux capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2023	73 802	30 356	7 380		7		94 934	206 480
Affectation résultat					94 934		-94 934	
Distribution de dividendes 2023					-94 909			-94 909
Résultat de la période							91 968	91 968
Total au 31 décembre 2024	73 802	30 356	7 380		33		91 968	203 539

Note 5. — Informations sur le hors bilan et opérations assimilées.

5.1. Engagements reçus et donnés**Engagements de financement**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
En faveur de la clientèle	11 260 228	11 337 057
Total des engagements de financement donnés	11 260 228	11 337 057
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	570 000	630 000
Total des engagements de financement reçus	570 000	630 000

Engagements de garantie

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie		
D'ordre d'établissements de crédit	550 000	550 000
Total des engagements de garantie reçus	550 000	550 000

A la clôture de l'exercice, aucun actif n'a été donné en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers par BPCE Financement.

L'engagement de garantie reçu concerne le SWAP vis-à-vis de Natixis Londres pour 550.000 K€.

Note 6. — Autres informations**6.1. Opérations réalisées avec des entreprises liées en 2024**

Les entreprises liées sont les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation de BPCE SA, des réseaux des Caisses d'Epargne (CE) et des Banques Populaires (BP).

- Bilan Actif**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Dont entreprises liées	
		Groupe BPCE	Groupe Natixis
Créances sur les établissements de crédits	763 212	762 608	220
Obligations et autres titres à revenu fixe	128 451	128 451	
Parts dans les entreprises liées	118 642	118 636	
Autres actifs	17 030	1 321	6 875
Comptes de régularisation	43 899	39 172	56

- **Bilan Passif**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Dont entreprises liées	
		Groupe BPCE	Groupe Natixis
Dettes envers les établissements de crédits	2 169 315	2 072 151	91 809
Autres passifs	242 151	225 721	82
Comptes de régularisation	61 675	19 344	2 524
Capital souscrit	73 802	73 802	

- **Hors-bilan**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Dont entreprises liées	
		Groupe BPCE	Groupe Natixis
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	550 000		550 000
Engagements reçus d'établissement de crédit	570 000	570 000	

- **Compte de résultat**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	Dont entreprises liées	
		Groupe BPCE	Groupe Natixis
Intérêts et produits assimilés	212 245	100 881	2 197
Intérêts et charges assimilées	-73 537	-72 590	-4 446
Revenus des titres à revenu variable	4 278	4 278	
Commissions (produits)	64 890	60 127	
Commissions (charges)	-4 821	-408	-603
Autres produits d'exploitation bancaire	186 886	116 195	
Autres charges d'exploitation bancaire	-78 304	-78 260	
Charges générales d'exploitation	-133 686	-45 507	-451
Impôt sur les bénéfices	-30 627	-30 627	

6.2. Autres informations

BPCE Financement assure la gérance des Société En Participation (SEP) constituées entre les Caisses d'Epargne et elle-même dont l'objet est la commercialisation, l'octroi ainsi que la gestion de produits de crédit renouvelable consentis à la clientèle du réseau des Caisses d'Epargne, SEP dites "SEP TEOZ" et "SEP IZICARTE".

De même, BPCE Financement assure la gérance des Société En Participation (SEP) constituées entre les Banques Populaires et elle-même dont l'objet est la commercialisation, l'octroi ainsi que la gestion de produits de crédit renouvelable consentis à la clientèle du réseau des Banques Populaires, SEP dites "SEP CREODIS" et "SEP FACELIA".

Dans le cadre de ces gérances, l'intégralité des comptes de résultat de ces SEP est reprise dans le compte de résultat de BPCE Financement, avec constatations de la quote-part de résultat de SEP revenant aux réseaux CE et BP.

BPCE Financement n'établit pas de comptes consolidés.

Les comptes individuels de BPCE Financement sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE SA, selon la méthode d'intégration globale.

BPCE Financement ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux enseignements bancaires.

Note 7. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion de BPCE Financement est tenu à la disposition du public au siège administratif au 7, promenade Germaine Sablon, 75013 Paris.

Note 8. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2024).

A l'assemblée générale de la société BPCE FINANCEMENT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE Financement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la dépréciation et le provisionnement des risques de crédit.

Dépréciation et provisionnement des risques de crédit

Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 2.1.5, 3.6 et 4.2 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions au suivi des risques de crédit, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de banques et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles ne rentrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux Comptes

Fait à Paris-La Défense, le 5 mai 2025

FORVIS MAZARS DELOITTE & ASSOCIES

Laurence Karagulian

Charlotte VANDEPUTTE